

L'AVANT-GARDE

POUR LA SUISSE

Un an Fr. 4»—

Six mois » 2»—

Trois mois » 1»—

Pour l'Étranger le port en sus.

Organe Collectiviste et Anarchiste.

POUR LA FRANCE

Un an Fr. 8»—

Six mois » 4»—

Trois mois » 2»—

Lettres et argent franco.

Administration et Rédaction de l'Avant-Garde : Chaux-de-Fonds (canton de Neuchâtel, Suisse).

AVIS

Nous prévenons les anciens abonnés du « Travailleur » à qui nous avons envoyé « l'Avant-Garde » à titre d'essai, qu'avec le prochain numéro nous prendrons remboursement de 2 francs (pour six mois) sur ceux qui ne refuseront pas le présent numéro.

L'ADMINISTRATION.

Le *Patriote Suisse*, organe des démocrates libéraux du canton de Neuchâtel, nous a pris à partie dans un article intitulé : Affaires d'Allemagne, et il a eu l'imprudence de saisir cette occasion pour hasarder les quelques lignes suivantes :

« Il y a socialisme et socialisme. Il y a le socialisme légitime, intelligent, qui ne se berce pas d'utopies folles et dangereuses, et cherche l'amélioration du sort des classes laborieuses par des mesures pratiques, l'association, la coopération, etc... Celui-là, nous n'avons pas besoin de le dire, possède toutes les sympathies des hommes de cœur. Mais, il y a aussi un socialisme brutal, qui prêche la Révolution sociale pour remplacer l'ordre de choses actuel par... par quoi? Il ne sait le dire, mais nous suppléons à son mutisme en disant que ce serait un cahos innarrable et la plus épouvantable anarchie. »

Avant de se hâter de suppléer à notre mutisme par des mots qui font plus de bruit qu'ils n'ont de signification, le *Patriote* aurait dû s'assurer, il nous semble, de l'incurabilité de notre mutisme. Le journal des « honnêtes bourgeois » chaux-de-fonniers a pris ses desirs pour des réalités, et au lieu de nous donner le temps de répondre nous-mêmes au point d'interrogation qu'il a si inconsidérément dressé, il s'est empressé de le fermer en se donnant la réplique à lui-même, en digne personnage de comédie. Nous allons montrer au *Patriote* qu'il se trompe. Si « sa plume a d'excellentes raisons pour se refuser à discuter nos atroces théories » la nôtre n'a pas les mêmes motifs pour ne pas essayer de faire pénétrer un peu de lumière dans la profondeur de la... naïveté des siennes.

Nous connaissons, ô *Patriote* ! un socialisme légitime, intelligent, ennemi des utopies dangereuses, partisan des mesures pratiques, aimé des hommes de cœur. Ce socialisme consiste dans l'appropriation collective de la matière première et des grands instruments de travail. *Ce socialisme est le nôtre.*

Et, *Patriote* ! nous connaissons aussi un socialisme réactionnaire, sympathique aux hommes de... bourse et d'église, qui berce les ouvriers de folles utopies pour les duper plus à son aise. Ce socialisme a tout dit quand il a écrit le mot : Coopération, et qu'il l'a fait suivre pour masquer son ignorance de quelques etc... etc... *Ce socialisme, ô Patriote ! c'est le vôtre.*

Nous savons parfaitement quel est le motif qui engage la bourgeoisie à recommander aux ouvriers le système coopératif, et le mobile qui la pousse à entourer les coopérateurs de ses m'amours les plus tendres. En cela, comme en toutes choses, elle s'inquiète seulement de ses intérêts. La coopération est impuissante pour émanciper l'ensemble des masses ouvrières, tous les ouvriers ; la classe égoïste sait cela. L'emploi du système coopératif a ensuite pour résultat constant de faire sortir des classes travailleuses quelques éléments intelligents, plus préoccupés de leurs intérêts personnels que de ceux de leur classe ; elle les arrache au milieu où ils sont nés et augmente d'autant les rangs de la classe moyenne ; la bourgeoisie n'ignore pas non plus cette vérité économique. On est pour la coopération parce que la coopération est une saignée pratiquée au sein du peuple, un retard apporté dans la marche du mouvement révolutionnaire qui amène au prolétariat son émancipation et à la bourgeoisie son quart d'heure de Rabelais. On n'est pas plus hypocrite.

Que l'emploi de l'association coopérative ne puisse être généralisé, dans la société actuelle, jusqu'à embrasser la totalité des ouvriers, voilà d'abord un fait certain.

Nous trouvons une première preuve de ce fait dans la déplorable situation économique des masses travailleuses. La condition *sine qua non*, en effet, à remplir par un ouvrier qui veut être coopérateur est certainement la possibilité d'apporter au fonds commun un capital ou un talent quelconques ? Or, nul n'ignore que les progrès de la grande industrie, et ceux plus lents mais tout aussi certains de la grande culture, réduisent tous les jours davantage le nombre des

travailleurs libres et habiles, et les remplacent par de simples manouvriers privés de toute spécialité professionnelle, et en conséquence, mal payés. L'accumulation de misères n'a jamais constitué un capital.

Voici une deuxième démonstration de la vérité du même fait. Jetons les yeux sur la nature de certaines industries modernes. Je suppose que par impossible l'application du système coopératif parvienne à être assez généralisée pour mettre dans les mains ouvrières de forts capitaux. Peut-être ces ouvriers pourront-ils acheter l'outillage d'une scierie mécanique ; mais qu'il leur prenne envie de conquérir à prix d'or des mines ou des chemins de fer, pense-t-on que les Etats ou les grandes compagnies seront disposés à les leur vendre ? Non n'est-ce pas ? Voilà donc toute une catégorie de travailleurs, précisément la plus éprouvée, et dans certains pays, la plus nombreuse, placée de par la force des choses en dehors du mouvement coopératif.

L'extension prise par certaines branches de la production d'une part, de l'autre, l'accroissement constant et fatal de la misère au sein des masses, ne laissent donc aucune espérance de pouvoir appliquer le système coopératif sur une grande échelle. Et, si l'emploi de ce système s'essaye comme aujourd'hui dans d'étroites limites, il ne saurait qu'amener une fâcheuse conséquence : la fabrication de quelques nouveaux petits bourgeois ; il nous est avis que nos épaules pour si robustes qu'elles soient en portent déjà assez.

Que peut-on attendre en effet de la mise en pratique d'une association coopérative, si celle-ci est restreinte à un petit nombre d'individus, si elle est resserrée dans une poignée d'hommes ?

Le rôle, que dans ce cas, elle joue au sein de la société est absolument le même que celui qui est dévolu au patron d'en face, au commerçant du coin. La coopération de production emploie presque toujours sous le nom d'*auxiliaires* de véritables ouvriers salariés, et les exploite ; celle de consommation se pose comme intermédiaire entre le gros commerçant et le public ; elle achète en gros, revend à bénéfice, et vole. Aux patrons, aux

commerçants, qui existaient déjà, on ajoute des patrons collectifs, des commerçants collectifs, des exploiters à plusieurs titres. On avait la sangsue, on a l'hydre par dessus le marché.

Il ne faudrait pas même se figurer que le système coopératif, administré ainsi à petite dose, soit du moins un palliatif et puisse après tout émanciper quelques hommes. Ce serait commettre une grande erreur. Ainsi appliqué le système coopératif augmente le nombre des petits bourgeois? nous l'avouons; c'est démontré. Mais, contradiction curieuse de l'économie politique, il existe un mouvement qui rejette encore plus vite dans le salariat toute la petite bourgeoisie, qu'elle se forme en suite des efforts individuels où grâce aux efforts coopératifs. Ce mouvement n'est un secret pour personne. L'envahissement de la petite industrie par la grande. L'écrasement des petits capitaux par les gros, telles sont les deux forces qui nous poussent à la constitution d'une féodalité financière, industrielle, agricole. Nous allons à la formation de deux classes, l'une très pauvre, l'autre très riche; ces deux classes seront, sont déjà, séparées par un abîme que la révolution devra combler, — quoi que dise le *Patriote* de l'atrocité de nos théories, — en y jettant les cadavres de nos ennemis et malheureusement, hélas! de quelques-uns de nos proches!

Nous sommes, nous aussi, des coopérateurs. Mais des coopérateurs dans le vrai sens du mot; des coopérateurs dans la justice véritable de la chose. Le *Patriote* veut la coopération pour quelques uns; nous, nous la voulons pour tous. Pour atteindre ce but nous réclamons des moyens pratiques; nous ne sommes pas étonnés que le *Patriote* qui ne veut pas la fin ne veuille pas non plus les moyens.

Comment serait-il possible d'établir une large coopération embrassant la société toute entière? En groupant tous les hommes autour d'un capital commun. Quel peut être ce capital? Ce capital ne peut être, en toute justice, que celui qui appartient à l'ensemble de la société, c'est-à-dire toute la matière première, tous les grands instruments de travail.

Nous avançons que la propriété collective du sol, réceptacle de toute matière première, sol arable, houilles, pierres, métaux, est nécessaire pour rendre la coopération universelle. Que le *Patriote* nous prouve que nous nous trompons.

Nous prétendons que l'appropriation sociale, au moins de tous les instruments de travail, est nécessaire pour universaliser la coopération. Que le *Patriote* nous prouve que nous sommes dans l'erreur.

Nous avançons et nous prétendons que la restitution à la société de la matière première, des instruments de travail, par leurs détenteurs actuels, restitution faite de bon gré ou de force, est tout simplement un acte de justice. Que le *Patriote* démontre que nous mentons.

Le *Patriote* répondra-t-il à notre « mutisme » ou « sa plume se refusera-t-elle à discuter l'atrocité de nos théories? »

Nous nous croisons les bras et nous attendons la réponse.

Quand nous avons déclaré dans un article de fonds que l'*Avant-Garde* était le seul journal qui n'avait pas éprouvé le besoin de calomnier Nobiling, nous n'avions pas encore lu un article de *L'Avenir* de Modena qui reconnaissait tout ce que l'acte de Nobiling contient de dévouement. *L'Avenir* nous rappelle notre oubli; nous lui en donnons acte de grand cœur.

Nous devons dire du reste, qu'aujourd'hui, la presse internationale est presque unanime à apprécier, comme l'a fait *L'Avant-Garde*, les événements de l'Avenue des Tilleuls.

Nous trouvons dans les « bas-fonds » du *Vorwärts* une note qui certainement nous concerne, et dans laquelle le ridicule le dispute à l'odieux.

On nous y engage à aller appliquer nous mêmes notre remède (l'émeute) en Allemagne. Il paraît que « certaines gens » nous y fourniraient les fusils nécessaires, — *et des fusils qui partent*, ajoute le *Vorwärts*. Il y aurait même à cette affaire quelques petits millions à gagner, dont, paraît-il, nous avons grand besoin pour remettre sur pied notre petite feuille qui est en train de faire banqueroute.

On n'est pas plus aimable! Relevons d'abord un petit mensonge que le *Vorwärts* se permet de faire de peur d'en perdre l'habitude. Nous n'avons jamais conseillé d'organiser *en ce moment* des émeutes en Allemagne, et cela par une bonne raison, c'est que nous ne pouvions nous assurer à distance si l'instant est bien choisi ou s'il ne l'est pas, et, nous n'avons pas l'habitude comme le *Vorwärts* de parler de choses que nous ne savons pas. Nous nous sommes seulement permis de souligner certaines déclarations pacifiques qui jurent avec certaines déclarations révolutionnaires d'une autre époque.

En parlant de « fusils qui partent » le *Vorwärts* a, sans doute, voulu faire allusion à nos amis de Bénévent. Eh bien! que les gens du *Vorwärts* le sachent, si nos amis italiens au lieu d'être en prison se trouvaient à leur place en Allemagne, il est douteux que la police osât jouer avec l'émeute. Il est probable que si nos amis jugeaient le moment propice de tenter un soulèvement, en Allemagne comme en Italie, ils devraient avec le moins d'argent possible, acheter le plus grand nombre possible de fusils le moins mauvais possible. M. Stieber sait ce qu'il fait quand il laisse *des fusils qui partent* à des « chefs » qui ne partent pas, et empêchent les autres de partir.

Arrivons à la question de boutique.

Nous prions les gens dont l'esprit d'autoritarisme coupa jadis en deux l'Association Internationale des Travailleurs, et qui actuellement sont en train de faire faire banqueroute morale à tout un parti, de ne point se préoccuper de la prétendue banqueroute de *L'Avant-Garde*. *L'Avant-Garde* n'a pas il est vrai « das Kapital » dans son jeu, mais cette feuille est entourée d'amis dévoués qui loin de demander des situations

politiques et financières à leur parti, mettent à son service toutes leurs ressources. Est-ce compris?

Correspondances.

France.

Comme il était facile de le prévoir, les arguments *militaires* des patrons l'ont emporté dans le bassin de Commeny, et le fameux principe de la « liberté du travail » a reçu encore une égratignure. A force de provocations et de parades militaires, l'autorité est parvenue à faire prononcer quelques mots à un mineur. Il n'en a pas fallu davantage.

Un nommé Cluzet s'est permis de dire à un de ses camarades qui allait travailler: « Comment! tu vas travailler? tu n'as donc pas de pain à manger? si tu n'en as pas on te fera délivrer un bon; l'on ne travaille pas les uns sans les autres ». Aussitôt le parquet de Montluçon lance des mandats d'amener; les gendarmes se mettent à la poursuite de trois « mineurs » et deux étant parvenus à s'échapper, ils rentrent en triomphe avec un prisonnier.

Mais à cette nouvelle, la terreur se répand dans les mines. Quelques ouvriers rentrent au travail à Doyet; quelques autres à Bézenet les imitent; ceux de Ferrières résistent plus longtemps, mais à la fin succombent. Actuellement, tout est fini.

La compagnie a invité tous les ouvriers à faire régler leurs livrets, et n'a réembouché ensuite qu'une partie de ceux qu'elle occupait précédemment. Un grand nombre qui avaient repris le travail poussés aussi par la famine, restent toujours sans ressources: ils parcourent les campagnes pour chercher de l'ouvrage, mais ils n'en trouvent, ni aux champs, ni dans les villes, parce que ayant passé leur existence au fond des galeries, ils sont impropres à tous autres travaux.

Et ces choses-là se voient en plein 19^e siècle, dans une République!

Et dans la même République, on arrête, en pleine paix extérieure et intérieure, les Contumax d'une insurrection étouffée dans le sang, il y a sept années écoulées! Trois viennent de passer devant le 3^e conseil de guerre; deux ont été condamnés à des peines diverses, le troisième Verlière, à 20 ans de travaux forcés et dix ans de surveillance.

Et pendant que les travailleurs de Commeny souffrent la faim, que ceux de la Commune vont en prison, la République des « Rien Foutre » illumine ses initiales: **R. F.**, aux quatre coins de la capitale.

Marseillaise, drapeaux aux trois couleurs, inauguration de la statue de la république, feux d'artifice, pétarades, discours ministériels, rien n'a manqué à la fête, et, comme sous l'Empire, on amnistiait à l'occasion du 15 Août, on a un peu songé aux déportés de la Commune, et on a gracié 1269 condamnés... de droit commun; pas un seul condamné politique, pas un seul!

Le peuple, lui, a eu bonne mémoire. A Lyon, une foule de drapeaux portaient cette inscription: Amnistie. Il est vrai de dire qu'on les a fait enlever. A Saintes, quelques jours avant le 30 Juin, quelques jeunes gens ont chanté une chanson communaliste qui a été très applaudie. Elle contenait ce couplet:

Feu, partout feu ! le bruit des cannonades
Fait tressaillir la vaillante cité.
Peuple debout ! c'est dans les barricades
Que l'avenir cache l'égalité.
Si des bourgeois l'hypocrite parole,
Pour te parler, prend la voix du canon,
Sur leurs maisons fais jaillir le pétrole !
Contre un bourgeois, tous les moyens sont bons.

Les élections du 7 Juillet, ont été un nouveau triomphe pour la république conservatrice ; à peine un encouragement pour les socialistes.

Sur 22 députés à élire, 16 républicains ont été nommés et 4 monarchistes de diverses nuances : il y a deux ballotages favorables aux républicains.

Les socialistes-badingueusards sont demeurés sur le carreau avec Amigues ; les bonapartistes de salon sont battus avec le baron de St-Paul ; les légitimistes voleurs sont tombés avec Baragnon ; seuls ont réussi, avec Jérôme David, les Ratapoils de 1852.

La seule élection qui nous intéresse est celle du 6^e arrondissement de Paris dont voici le résultat :

Inscrits : 21,111 — Votants : 13,384.
Ch. Hérisson, républicain-bourgs 8,931. élu.
Guérin, monarchiste 3,005.
De Jouvenel, orléaniste 978.
Blanqui, socialiste 618.
Nuls 50.

Après avoir eu le triste courage d'opposer sa candidature à celle d'un martyr, M. Hérisson emportera donc dans l'histoire, la honte d'avoir vaincu. M. Hérisson savait qu'une seule porte pouvait être ouverte au cachot-tombe de Blanqui et que cette porte donnait sur l'assemblée, et M. Hérisson a concouru à ce que cette porte ne soit pas ouverte. Il faut en conclure que M. Hérisson est partisan de la peine de mort en matière politique ; le peuple pourrait un jour l'en faire souvenir.

Nous avons reçu de Marseille, au sujet des manifestations *cléricailleuses* dont cette ville vient d'être le théâtre, une correspondance que l'abondance des matières nous oblige à renvoyer à notre prochain numéro.

Allemagne.

La chasse contre les socialistes continue avec la même vigueur qu'auparavant ; le gouvernement et la société bourgeoise se tendent la main, et c'est à qui saura le mieux faire la guerre à tout ce qui représente en Allemagne des idées tant soit peu avancées. Les condamnations de gens sympathiques à Nobiling ou hostiles au « vieil » empereur augmentent de jour en jour ; on en compte plus de trois cents. Les condamnations pour quelques mots prononcés s'élèvent à deux, trois et même cinq ans de prison.

Il faut espérer après cela que les socialistes allemands comprendront enfin que ce n'est pas seulement aux juges russes qu'il faut appliquer la parole prononcée un jour par le *Vorwärts*. Ce journal disait que des juges qui condamnent à 4 ans de prison pour 2 ou 3 paroles ne méritent que la corde.

Cependant les témoignages de sympathie à l'égard de Nobiling ne diminuent pas, ils augmentent, et cela prouve jusqu'à quel point l'élément républicain et jacobin a déjà pénétré dans certaines parties de l'Allemagne.

Mais ce n'est pas seulement l'Etat, le gouvernement qui sévit contre tout ce qui professe des idées tant soit peu libérales.

Non, c'est aussi et surtout *la société* allemande, les hommes de la « haute culture germanique » qui excellent dans la lutte. La *dénonciation* prend d'effroyables proportions, des proportions gigantesques. Le mari dénonce sa femme, le voisin dénonce son voisin ; on n'ose pas proférer un mot dans un café sans courir le risque d'être dénoncé par le Monsieur qui, à côté, prend tranquillement sa chope. Toute la fine fleur de la haute culture allemande, que Bakouline nous faisait si bien pressentir dans son *Empire Knouto-germanique*, se révèle aujourd'hui dans toute sa nudité. Ce n'est plus une chasse au socialiste, c'est une chasse à l'ouvrier d'abord, au libéralisme ensuite, et même surtout au libéralisme. La société instruite, les savants professeurs, les bourgeois fiers de leur instruction, — tous, prêtent la main au gouvernement de Bismark.

Voici quelques exemples :

Le ministère de l'Industrie adresse une circulaire à tous les chefs d'établissements et les engage à surveiller strictement les ouvriers ; à leur défendre la lecture de brochures socialistes dans les ateliers, et à renvoyer impitoyablement tous ceux qui fréquenteraient les réunions socialistes, feraient des collectes pour le parti, ou en liraient les journaux. Et les patrons exécutent toutes ces mesures avec un zèle de laquais ; le soir, ils espionnent leurs ouvriers et le lendemain les renvoient. D'autres exigent que leurs ouvriers promettent par écrit de ne plus fréquenter les socialistes et de ne plus lire leurs journaux, — et les journaux socialistes recommandent aux ouvriers de signer ces engagements et de lire les journaux en cachette. Ailleurs, c'est toute une société de teinturiers, d'imprimeurs, une compagnie de chemin de fer, dont les membres s'engagent à renvoyer tout ouvrier socialiste, ou même tout ouvrier appartenant à certains corps de métiers organisés ; et, les ouvriers trop faibles pour résister comme le faisaient jadis les *Trades-Unions* en semblables circonstances, sont forcés d'abdiquer, de vendre leur liberté pour avoir, pour gagner du pain.

Mais, ce sont encore des patrons, des brutes, direz-vous ! Voici venir alors la haute société. Les étudiants s'engagent à ne pas entrer dans un local, dont le propriétaire serait abonné à un journal socialiste, ou seulement intransigeant. Ils n'appartiennent sûrement pas ceux-là à « la culture des pous » ni à « celle de l'eau de vie » comme ces étudiants russes, si hais par le *Vorwärts*, qui meurent dans les prisons pour les porteurs de pous et les buveurs d'eau de vie ! Ceux-là, c'est la haute culture de la « libre Allemagne ». Ensuite, pour mener tout ce monde ameuté contre le libéralisme, viennent les docteurs, — non pas des docteurs-fous héréditaires comme le *Vorwärts* se plait à dépendre Nobiling — mais les docteurs qui — sans accès de folie — au lieu d'abrutir un roi, abrutissent les jeunes gens par ce qu'ils ont l'audace d'appeler la science.

Viennent ensuite les officiers, aussi bien instruits, civilisés, qui ne boivent que du vin ou de la bière, et ceux-là haranguent leurs soldats, en leur disant que le jour approche où il faudra frapper, et que ce jour venu, le soldat devra taper drû sur tout ce libéralisme. Cela est encore peu. Il faut que le soldat devienne espion, et voilà que les chefs ordonnent aux soldats d'empoigner

en plein café les causeurs, soldats ou non, qui parleraient de socialisme et d'attentat, et de les conduire au poste.

Enfin, craignant que toutes ces armes ne fussent pas, les gouverneurs de province adressent des circulaires à toutes les autorités communales des campagnes (autorités qui sont électives) où on leur recommande de bien s'informer des conversations des campagnards, où on les exhorte à connaître à fond leurs opinions, et que dès que ces opinions ont une teinte socialiste, ou qu, dans le pays il vient un socialiste ils devront le faire savoir immédiatement aux autorités. Bref, tout un système d'espionnage. A quoi bon alors la police noire si chaque employé municipal peut-être chargé et se charge aussi volontiers de la besogne ?

Voilà quelques traits caractéristiques du temps où nous vivons. Je pourrais en citer bien d'autres, mais je pense que ceux-ci suffiront. Notons-le bien, ce n'est pas une chasse aux socialistes seulement que l'on organise ; non, fidèle à ses traditions, l'empire allemand entreprend une campagne contre tout ce qui a une teinte de libéralisme. Bismark veut avoir un parlement servile, une presse docile ; il veut gouverner *personnellement*. Pour atteindre ce but, il profite des circonstances, et nous ne serions pas étonnés qu'une nouvelle guerre ne se préparât derrière tout cela.

Bismark parviendra-t-il à réaliser son rêve de pouvoir personnel ? c'est plus que probable. Espérons seulement que cette chasse atroce ouvrira les yeux aux démocrates allemands ; qu'elle les désillusionnera de la haute idée qu'ils se faisaient du libéralisme allemand, et qu'elle leur prouvera qu'un coup de fusil a plus fait pour l'éclaircissement de leurs idées que des avalanches de volumes, de livres très-bons, mais — à la portée seulement d'un très petit nombre d'êtres humains.

— Après avoir établi la différence qui existe entre *Réforme* et *Révolution*, la *Berliner Freie Presse* organe démocrate socialiste qui paraît à Berlin publie les lignes suivantes :

« Si nos ennemis étaient doués de bon sens, ils se seraient, au contraire, appliqués eux-mêmes, à faire représenter la démocratie socialiste au *Reichstag*. Ils en auraient tiré un double avantage. D'abord, celui d'arriver à connaître la démocratie-socialiste, face à face ; et puis, celui, que la démocratie-socialiste, en prenant part aux élections et aux travaux législatifs, *co ipso* (par cela même) devient un parti de *réformes*. Si on exclut la démocratie socialiste de l'arène parlementaire, on ne l'affaiblit pas, — au contraire, elle y gagnera sans aucun doute en profondeur et en intensité — on empêche seulement son évolution normale réformatrice.

« Bref, avec leurs tendances hautaines, nos ennemis en cas de réussite, ne feront qu'empêcher ce qu'ils disent vouloir aider, c'est-à-dire la *réforme pacifique*. »

En d'autres termes, la *Berliner Freie Presse* avoue que la bourgeoisie allemande fera sortir le peuple allemand de la *réforme pacifique* pour le lancer dans la voie de la *révolution sociale*. Le *Berliner Freie Presse* s'en plaint ? nous, nous nous en réjouissons.

Impossible de tracer plus nettement la différence de programmes qui existe entre celui des démocrates-socialistes et le nôtre.

Une dépêche nous apprend que Hœdel vient d'être condamné à mort.

Il y a toujours des juges à Berlin!

Russie.

Le gouvernement russe est aux abois.

Déjà en 1876, épouvané du nombre considérable de brochures socialistes et révolutionnaires qui circulaient dans tout l'étendue de l'Empire, le tzar, par un ukase, assimila les contrebandiers aux propagandistes eux-mêmes, et leur appliqua la peine des travaux forcés et l'exil en Sibérie.

Les brochures continuèrent néanmoins à affluer, et les groupes révolutionnaires stimulés par cette mesure coercitive, qui pouvait en effet à un moment donné, rendre trop difficile l'entrée en Russie des brochures imprimées à l'étranger, organisèrent et établirent à St-Petersbourg même, deux imprimeries clandestines qui ont jusqu'à présent échappé à toutes les investigations de la police.

Le gouvernement redouble d'arbitraire et de férocité.

Les 193, poursuivis et jugés par les valets du tzar, les sénateurs de l'empire, sont condamnés à des peines diverses; nombre d'entre eux acquittés, un seul — Mischkine — se voit appliquer la peine des travaux forcés. Le jugement contient pour motiver cette apparente modération les considérants, suivants :

« Considérant la longue détention des prévenus (4 ans)

« Considérant la mortalité qui a frappé un grand nombre d'entre eux.

« Le tribunal condamne, etc., etc. »

Le tzar qui d'habitude diminue toujours les peines que son sénat applique avec une générosité rare, refuse cette fois d'homologuer ce jugement, et lui substitue un arrêt par lequel 15 des condamnés à l'exil en Sibérie seront envoyés aux travaux forcés dans les mines; quant aux autres *prévenus*, ils devront rester deux ans durant à la discrétion de la police qui pourra, sous le moindre prétexte, leur appliquer la même peine.

Véra Zassoulitch est à peine acquittée par un jury composé presque uniquement de fonctionnaires, que son jugement est casé sur l'ordre du tzar.

Toute la police est sur les dents, les plus fins limiers sont harrassés de leurs recherches inutiles. Le tzar promet une récompense de 5000 roubles à qui lui livrera l'héroïque jeune fille.

Et malgré la barbarie des représailles, malgré la chasse féroce dont ils sont l'objet, les socialistes-révolutionnaires continuent leur propagande, manifestent de plus en plus leur activité.

Véra Zassoulitch, que toute la police poursuivait, est aujourd'hui à l'étranger assistant impassible à l'écroulement du « colosse aux pieds d'argile » et pleine de foi et d'espérance dans l'avenir de la Révolution.

Presnyakoff, cet ouvrier poursuivi pour propagande socialiste, s'évade, avec l'aide de ses amis, de la prison de St-Petersbourg.

Stéphanowitch, Deutch et le paysan Tichanow, les deux premiers arrêtés pour s'être mis à la tête d'un mouvement insurrectionnel agraire, membres d'une société révolutionnaire composée de plus de 600 paysans, et probablement destinés à être condamnés à mort et exécutés, s'évadent de la prison de Kiew.

Et, détail curieux, leur évasion est due au dévouement d'un propagandiste envoyé à Kiew par un groupe révolutionnaire, et

qui, réussissant à gagner la confiance de l'administration pénitentiaire, était parvenu à obtenir une place de gardien dans la prison même où ils se trouvaient.

Aujourd'hui Stéphanowitch, Deutch, Tichanow et le geolier de S. M. le tzar sont en sûreté; seule, la clef de la prison a été égarée en route.

Le 7 juin, le même jour, s'accomplissait également à Kiew un acte de justice révolutionnaire.

Le baron Heiking, colonel de gendarmerie et complice du procureur Kottlarewsky, a été frappé d'un coup de poignard, dans une des principales rues de la ville, en pleine après-midi.

Les lecteurs de l'Avant-Garde n'ont certainement pas oublié la tentative de justice révolutionnaire essayée sur le procureur Kottlarewsky.

A peine Kottlarewsky essayait-il deux coups de revolver qui ne l'atteignirent pas, qu'il reçut, au nom d'un groupe révolutionnaire, un avis que sa vie n'en était guère plus assurée pour cela; que sa conduite odieuse et vile recevrait son juste châtiment, et que non seulement lui, mais encore Heiking, avaient leurs jours comptés.

Aujourd'hui justice est faite pour l'un de ces misérables.

Voici dans quelles conditions s'est exécuté cet acte de haute moralité:

Heiking se promenait dans la rue, causant avec un de ses amis; tout à coup, il pâlit, chancela, sa bouche se contracte et il s'écrie « je suis tué »; son ami le soutient et apercevant un homme qui s'enfuyait, crie « à l'assassin ». Un gorodovoï (agent de police) se met à la poursuite de l'individu signalé, réussit à l'atteindre et veut l'arrêter, mais aussitôt cet homme tire deux coups de revolver sur le policier, lui casse un bras et une jambe et continue tranquillement sa route.

Attirée par le bruit, la foule s'amasse; un jeune homme se précipite sur l'inconnu, mais il lui échappe laissant seulement entre ses mains un mouchoir de poche.

La foule devient de plus en plus nombreuse et l'entoure de tous côtés, il tire deux coups en l'air, la foule se disperse et le voilà de nouveau poursuivant son chemin.

Un homme d'une forte taille, plus malavisé que le restant du public, cherche à lui barrer le passage et l'empoigne au collet; notre inconnu tire alors un dernier coup en pleine poitrine à son agresseur, le tue raide et réussit à disparaître.

Le colonel de gendarmerie, baron Heiking, est mort deux jours après; le gorodovoï est bien malade — il n'arrêtera plus personne. Quant au justicier révolutionnaire toutes les recherches faites pour le découvrir ont été inutiles.

Timacheff, ministre de l'intérieur, pour arrêter le flot débordant des « passions subversives » vient d'adresser ses jours (mai), une circulaire à tous ses subordonnés pour leur enjoindre d'avoir à « empêcher toute nouveauté (innovation) qui n'aurait pas au préalable obtenu l'autorisation de la police, ou qui n'aurait pas été sanctionnée par une loi!!! »

Pendant ce temps les paysans réquisitionnés pour le service des transports pendant la guerre, reviennent — ceux qui reviennent — malades, épuisés, ruinés, se plaignant d'avoir été batonnés jusque sous les yeux du tzar, et maudissant leur « pater-nel » gouvernement.

Suisse.

GENÈVE. — Encore un proscrit, un homme de la Commune, un combattant de la Révolution sociale qui disparaît! Razoua vient de mourir subitement à Genève.

Il a été enterré au cimetière de Plainpallais, civilement, accompagné de plus de 700 personnes.

Un drapeau rouge a été déployé au cimetière; un drap rouge couvrait son cercueil.

Sur sa tombe plusieurs discours ont été prononcés par les citoyens Arnould, Cournet, Lefrançais et Joukowsky.

Nous reviendrons dans un article nécrologique sur la personnalité sympathique de Razoua.

Véra Zassoulitch est enfin hors de portée des griffes de la police russe. Un banquet lui a été offert à Genève.

Le dessin que nous avons donné en supplément, avec le dernier numéro de l'Avant-Garde, a fait dresser les cheveux sur la tête de ceux des rédacteurs du Patriote Suisse, à qui il en reste.

« Le journal l'Avant-Garde — dit cet honnête journal — dont nous avons entretenu nos lecteurs la semaine dernière, s'accorde parfois la fantaisie de donner, sous forme de supplément, des dessins lithographiés plus ou moins réussis. Son numéro du 1^{er} juillet est accompagné d'une planche allégorique dont voici la description: trois plats contiennent la tête de Gambetta, celle de Mac-Mahon et celle de Bismark. »

Avez-vous entendu sans frémir, quelle cruauté est la nôtre? demander, en allégorie, trois têtes en échange des 30,000 fusillés de Mai par ordre de M. de Mac-Mahon; des centaines de milliers de cadavres sur lesquels s'est assise la fortune politique de M. Gambetta, et rayonne la gloire de M. le comte de Bismark! Eh bien, réflexion faite, nous trouvons que ce n'est pas assez: qu'il faudrait qu'on y ajoutât les têtes de quelques-uns de ces exploités du Patriote qui frémissent d'horreur devant la guillotine populaire, franche, dégoutant au grand jour ses gouttes de sang, mais qui dressent cette guillotine sèche de l'exploitation économique, dont les gouttes de misère tombent, brûlantes, une à une, dans le sein du prolétariat et le tuent, lentement, sûrement hypocritement, en vertu des lois Darviniennes.

Le Patriote continue:

« Sur un fond noir comme la nuit, se profile la lugubre silhouette d'un gibet auquel une longue corde est suspendue. »

Oh! ces critiques d'art! ils sont partout les mêmes! voilà maintenant qu'à Chaux-de-Fonds, ils prennent la guillotine pour une potence, et que, dignes émules du Sire de Framboisy, ils tranchent les têtes avec une corde!

Poursuivons:

« Ce charmant dessin a pour inscription: « Exposition ouvrière future ». C'est extrêmement alléchant. Rien qu'en voyant cette allégorie, on devient socialiste « anarchiste et collectiviste » enragé.

Eh! de votre part ce ne serait pas si bête! et si la révolution triomphe, nous savons bien que c'est là, en effet, le parti qui prendra, par prudence, cette ancienne queue royaliste neuchâteloise devenue républicaine, par ambition. C'est prévu, d'ailleurs dans une chanson populaire charmante:

« Quand il voit un parti qui tombe,
Il se met du côté du plus fort. »

Voici la fin:

« On a un délicieux avant-goût des douceurs que nous promet la grande révolution sociale. Potence, guillotine, pétrole, fusillade, rien ne manquera à la fête. »

Pas même vos têtes, Messieurs!! *Horrible dictu!!*